

TABLE DES MATIÈRES

Liste des abréviations	9
Avant-propos	13

INTRODUCTION

Georges DE LEVAL

1. Définition de la procédure.	15
2. Le droit procédural et le droit substantiel.....	15
3. Les caractères de la procédure civile.	16
4. L'eupéanisation et la constitutionnalisation du contentieux.....	16
5. Un droit judiciaire en pleine évolution.	18

TITRE I

PRINCIPES DIRECTEURS DU PROCÈS CIVIL

Jacques VAN COMPERNOLLE

Introduction	15
1.1. Le contexte législatif.....	21
1.2. Importance de la matière.	21
1.3. Plan du titre.	22

CHAPITRE I

PRINCIPE DISPOSITIF.....23

1.4. Conception classique : le procès est « la chose des parties ».....	23
1.5. Conception moderne : distinguer la maîtrise du litige et la direction de l'instance.	23
1.6. Plan du chapitre.	24

Section 1 – L'existence de l'instance et le principe d'initiative.....24

1.7. Principe.	24
1.8. L'initiative des parties dans l'introduction de l'instance.	25
1.9. Les pouvoirs des parties dans l'extinction de l'instance.	25
1.10. La désignation des parties à l'instance.	25

Section 2 – La conduite de l'instance : le principe du juge actif.....26

1.11. Montée en puissance du rôle du juge dans le procès civil.	26
1.12. Le rôle actif du juge n'exclut pas une conception libérale du procès.	27

I.13. Manifestations du rôle actif du juge 27

Section 3 – La détermination de la matière litigieuse et l’application de la règle de droit : interaction du principe dispositif et du principe de juridiction..... 29

I.14. Une question centrale..... 29

§ 1. – L’objet du litige 30

I.15. Prohibition de l’*ultra* et de l’*extra petita*..... 30

I.16. Le juge a-t-il le pouvoir de requalifier l’objet de la demande ?..... 30

I.17. Pour une conception factuelle de l’objet : le revirement de la Cour de cassation. 31

§ 2. – Le fondement (la cause) de la demande 32

I.18. La cause, fondement juridique ou fondement factuel de la demande ? Une question longtemps controversée..... 32

I.19. Un important courant doctrinal favorable à la conception factuelle de la cause. ... 33

I.20. Une clarification décisive : consécration de la conception factuelle de la cause par l’arrêt de la Cour de cassation du 14 avril 2005. 33

I.21. L’enseignement de la Cour de cassation et la nouvelle définition de l’office du juge. 34

CHAPITRE 2

PRINCIPES DU CONTRADICTOIRE ET DE L’ÉGALITÉ DES ARMES 39

I.22. Deux garanties fondamentales du procès équitable. 39

I.23. Plan du chapitre. 40

Section I – Le principe du contradictoire..... 40

I.24. Notion et plan..... 40

§ 1. – Le contradictoire et les obligations des parties..... 41

I.25. Une double exigence pour les parties..... 41

§ 2. – Le contradictoire et les obligations du juge..... 42

I.26. Une double exigence pour le juge..... 42

A. *Le juge doit faire observer le principe du contradictoire* 43

I.27. L’écartement d’office des conclusions ou des pièces. 43

I.28. Les mesures d’instruction. 43

I.29. L’audience de plaidoiries..... 44

B. *Le juge doit respecter lui-même le principe de la contradiction* 44

I.30. Le respect de la contradiction dans les initiatives procédurales du juge. 44

I.31. Le respect de la contradiction dans le relevé d’office des moyens de fait et de droit..... 44

I.32. Concilier le principe du contradictoire et le principe de célérité. 45

I.33. Une conception finaliste de la contradiction. 46

I.34. Économiser la contradiction : la jurisprudence de Strasbourg..... 46

I.35. Économiser la contradiction : la jurisprudence de la Cour de cassation	47
I.36. Conclusion.	48
Section 2 – Le principe de l'égalité des armes	49
§ 1. – Notion	49
I.37. Une garantie du procès équitable.	49
§ 2. – Applications	50
I.38. L'égalité des armes dans la procédure de cassation.	50
I.39. L'égalité des armes dans l'administration des preuves	50
I.40. L'égalité des armes dans l'application d'office par le juge de la règle de droit.	51
 CHAPITRE 3 LE PRINCIPE DE CÉLÉRITÉ	
53	
I.41. Le droit d'être jugé dans un délai raisonnable : une exigence du procès équitable.	53
I.42. Célérité et qualité de la justice.	54
I.43. L'exigence de célérité inspire plusieurs réformes législatives.	55
I.44. Les deux corollaires du principe de célérité.	56
Section 1 – Principe de diligence des acteurs judiciaires	56
I.45. Devoir de diligence du juge.	56
I.46. Devoir de diligence de l'avocat.	56
I.47. Devoir de diligence des auxiliaires de justice.	57
Section 2 – Le principe d'économie de procédure	58
I.48. Notion.	58
I.49. Illustration du principe : l'article 701 du Code judiciaire.	58
I.50. Autre illustration : la cassation d'une décision sur la compétence.	59
I.51. Autre illustration : la théorie des nullités.	59
I.52. Autre illustration : l'économie de la contradiction.	60
I.53. Une dernière illustration : les conclusions qualificatives et récapitulatives.	60
 CHAPITRE 4 LE PRINCIPE DE LOYAUTÉ	
61	
I.54. Un nouveau principe directeur.	61
I.55. Plan du chapitre.	62
Section 1 – La loyauté et l'abus procédural	63
I.56. Abus procédural dans l'intentement des procédures.	63
I.57. Abus procédural dans la signification d'un acte.	63
I.58. Abus procédural dans la révocation d'une élection de domicile.	64
I.59. Abus procédural dans la mise en état.	64

Section 2 – La loyauté dans l’administration de la preuve	65
1.60. Une notion centrale.....	65
1.61. Aspect positif : l’obligation des parties de collaborer loyalement à l’administration de la preuve.....	65
1.62. Aspect négatif : écartement des preuves illicites.....	66
Section 3 – La loyauté et l’interdiction de se contredire au détriment d’autrui	68
1.63. Principe.....	68
1.64. Application du principe : irrecevabilité du moyen renégat.....	69
1.65. Conclusion.....	70

TITRE 2

L’ACTION EN JUSTICE – LA DEMANDE ET LA DÉFENSE

Georges DE LEVAL et Bénédicte BIEMAR

CHAPITRE I

L’ACTION EN JUSTICE..... 73

Section 1 – Notions générales	73
2.1. Définition et distinctions.....	73
2.2. Droit d’agir en justice, abus de droit et sanction de l’abus de droit.....	75
2.3. Peut-on renoncer d’avance à exercer une action en justice ou interdire à un plaideur d’agir en justice ?.....	76
Section 2 – Les conditions de recevabilité de l’action	78
2.4. Les conditions de recevabilité communes à toutes les actions : la qualité et l’intérêt.....	78
2.5. Tout au plus, l’intérêt et la qualité pour agir en justice relèvent de l’ordre public procédural atténué.....	78
§ 1. – L’intérêt.....	80
2.6. Définition.....	80
2.7. Les caractéristiques de l’intérêt – Énumération.....	80
2.8. L’intérêt doit être légitime.....	81
2.9. L’intérêt doit être concret.....	82
2.10. L’intérêt doit être personnel et direct – Principes.....	83
2.11. Exceptions : la défense d’intérêts collectifs ou d’intérêts individuels d’autrui.....	85
2.12. L’intérêt doit être né et actuel.....	91
§ 2. – La qualité.....	95
2.13. Définition et caractéristiques.....	95
2.14. Qualité et représentation dans l’exercice de l’action.....	97
2.15. Nul ne plaide par procureur.....	100
2.16. En règle, la qualité présuppose la personnalité juridique.....	103

2.17. L'incapacité d'exercice et la recevabilité de l'action en justice	105
2.18. Le défaut de qualité doit être distingué de l'erreur dans l'identification de la partie	112

CHAPITRE 2

LA DEMANDE..... 117

2.19. Généralités.....	117
------------------------	-----

Section 1 – Les différents types de demande..... 117

2.20. La demande introductive d'instance <i>versus</i> les demandes incidentes	117
2.21. Les différentes facettes d'une demande	118

Section 2 – Les éléments constitutifs de la demande..... 119

2.22. Le principe dispositif et le périmètre du litige soumis au juge.....	119
--	-----

§ 1. – Les parties..... 120

2.23. Les parties au litige.....	120
2.24. Les parties au litige et l'office du juge.....	121

§ 2. – L'objet..... 122

2.25. L'objet de la demande ou ce que le demandeur réclame en fait.....	122
2.26. Le juge ne peut d'office modifier l'objet de la demande.....	123

§ 3. – La cause..... 127

2.27. La cause de la demande.....	127
2.28. Le juge ne peut d'office modifier le périmètre des faits (la cause) qui lui sont régulièrement soumis par les parties.....	128
2.29. La cause et l'objet de la demande : l'apaisante solution d'une controverse suite à l'arrêt de la Cour de cassation du 14 avril 2005.....	131
2.30. Les implications de la conception factuelle de la cause et de l'objet de la demande	134

Section 3 – Les effets de la demande..... 143

2.31. La demande crée un lien d'instance.....	143
2.32. Les effets de la demande à l'égard du juge.....	146
2.33. Les effets procéduraux à l'égard des parties – Les charges procédurales.....	147
2.34. Les effets procéduraux à l'égard des parties- Les obligations procédurales.....	149
2.35. Les effets substantiels de la demande : la mise en demeure.....	150
2.36. Les effets substantiels de la demande : l'interruption de la prescription.....	151

Section 4 – La modification de la demande..... 160

2.37. De l'immutabilité de la demande à la mutabilité raisonnable de la demande.....	160
2.38. La modification de l'accord des parties.....	161
2.39. La demande additionnelle.....	161
2.40. La demande nouvelle et la conception factuelle de la cause et de l'objet de la demande	163
2.41. Comparaison entre les effets de la demande additionnelle et les effets de la demande nouvelle.....	165

2.42. Recevabilité de la demande nouvelle 166
 2.43. Application de l'article 807 aux voies de recours 171
 2.44. La demande nouvelle et le défendeur le cas échéant demandeur
 sur reconvention 173

Section 5 – La demande reconventionnelle 175
 2.45. Règles générales relatives à la demande reconventionnelle 175

Section 6 – La demande en intervention 178
 2.46. Définitions et types de demandes 178
 2.47. Le principe dispositif et les pouvoirs du juge en matière d'intervention. 179
 2.48. Les formes de l'intervention. 180
 2.49. Les liens entre la demande originaire et la demande en intervention
 n'excluent pas une certaine autonomie de celle-ci. 180
 2.50. Conditions de recevabilité 181
 2.51. Restrictions à l'introduction d'une demande en intervention 183
 2.52. Sanction de la tardiveté de la demande. 184
 2.53. Compétence et ressort 184

CHAPITRE 3
LA DÉFENSE 187

2.54. Généralités 187

Section 1 – Les exceptions et les fins de non-procéder 187
 2.55. Définitions, caractéristiques et office du juge 187

§ 1. – Les exceptions dilatoires 189
 2.56. Énumération. 189

A. *La caution de l'étranger demandeur* 190
 2.57. Les textes applicables – Le principe et sa portée 190
 2.58. Hypothèses dans lesquelles la caution ne peut être imposée à l'étranger
 demandeur 191
 2.59. La mise en œuvre de l'exception 192
 2.60. Conformité du régime de la caution de l'étranger demandeur aux règles
 du procès équitable. 194

B. *L'exception d'incompétence* 194
 2.61. Déclinatoire de compétence soulevé par une partie (art. 639). 194
 2.62. Déclinatoire de compétence soulevé par le juge (art. 640). 195
 2.63. Questions réglées sans intervention du tribunal d'arrondissement 196
 2.64. Procédure 198
 2.65. Recours contre les décisions statuant sur la compétence et renvoi
 de la cause à la juridiction compétente 199
 2.66. L'exécution de la décision rendue sur la compétence et l'autorité
 de la chose jugée 201

§ 2. – Les exceptions péremptoires ou la nullité des actes de procédure 203
 2.67. Introduction 203

A. <i>Champ d'application du régime des nullités</i>	203
2.68. Définition de l'acte de procédure.....	203
2.69. Hypothèses dans lesquelles le régime des nullités est inapplicable.....	204
B. <i>Les conditions du prononcé de la nullité</i>	206
2.70. Le principe : deux conditions cumulatives.....	206
2.71. Première condition : pas de nullité sans texte (art. 860 C. jud.) : une règle absolue et de stricte interprétation.....	207
2.72. Nullité versus irrecevabilité.....	208
2.73. Nullité et fin de non-procéder.....	210
2.74. Les règles procédurales des règlements européens.....	212
2.75. Les types de délais.....	213
2.76. Les délais de procédure : délais d'action ou délais d'attente.....	215
2.77. Deuxième condition : pas de nullité sans grief (art. 861 C. jud.) – Le principe de la nullité relative.....	217
2.78. Les exceptions au principe : les cas de nullité absolue (art. 862 C. jud.).....	217
C. <i>Les cas de couverture de la nullité</i>	218
2.79. Pluralité de modes de consolidation.....	218
2.80. La neutralisation du caractère disproportionné ou abusif de la sanction et l'impact de l'équité procédurale.....	218
2.81. La réitération ou la régularisation de l'acte de procédure.....	220
2.82. La couverture procédurale (art. 864 et 865 C. jud.).....	220
2.83. Couverture judiciaire (art. 863 et 867 C. jud.).....	221
2.84. Dispositions spéciales relatives à la nullité des actes de procédure.....	225
D. <i>Effets de la nullité d'un acte de procédure</i>	229
2.85. Effets quant à l'acte attaqué et quant au fond du litige.....	229
2.86. Effets à l'égard de l'auteur responsable de l'acte annulé.....	230
Section 2 – Les fins de non-recevoir	231
2.87. La contestation du droit d'accès à la justice.....	231
2.88. Typologie des fins de non-recevoir.....	231
2.89. Exception de procédure versus fin de non-recevoir.....	235
2.90. Les conditions d'admission des fins de non-recevoir.....	236
2.91. La décision d'irrecevabilité.....	238
Section 3 – La défense au fond	239
2.92. La défense au fond.....	239
2.93. La défense au fond dans la perspective éventuelle d'un pourvoi.....	240
CHAPITRE 4	
L'ACCÈS ÉCONOMIQUE À LA JUSTICE	
243	
Section I – L'assistance judiciaire	243
§ 1. – Notion.....	243
2.94. Historique et définition.....	243
§ 2. – Champ d'application.....	246
2.95. Bénéficiaires de l'assistance judiciaire.....	246

2.96. Conditions d'accès de l'assistance judiciaire.....	247
2.97. Actes couverts et procédure concernée.....	250
§ 3. – Organisation judiciaire et compétence.....	250
2.98. Organisation judiciaire.....	250
2.99. Compétence.....	251
§ 4. – Procédure.....	251
2.100. Introduction de la demande.....	251
2.101. Procédure d'octroi.....	252
§ 5. – Voies de recours.....	253
2.102. L'appel.....	253
2.103. Le pourvoi en cassation.....	253
§ 6. – Frais et recouvrement par l'État.....	254
2.104. Frais.....	254
2.105. Recouvrement par l'État.....	255
§ 7. – Retrait de l'assistance judiciaire.....	256
2.106. Retrait de l'assistance judiciaire.....	256
Section 2 – L'aide juridique.....	257
§ 1. – Du pro deo à l'aide juridique.....	257
2.107. Historique.....	257
§ 2. – Notion.....	258
2.108. Définitions.....	258
§ 3. – Aide juridique de première ligne.....	259
2.109. La commission d'aide juridique.....	259
2.110. Forme et conditions d'accès.....	260
§ 4. – Aide juridique de deuxième ligne.....	261
2.111. Le bureau d'aide juridique.....	261
2.112. Bénéficiaires de l'aide juridique.....	263
2.113. Conditions d'accès à l'aide juridique.....	263
2.114. Procédure.....	267
2.115. Voies de recours.....	267
2.116. Indemnisation des avocats.....	268
2.117. Retrait de l'aide juridique.....	269
2.118. Récupération des frais.....	270
Section 3 – Les frais et dépens.....	271
§ 1. – Le principe de la condamnation aux dépens de la partie qui a succombé.....	271
2.119. Définition et champ d'application.....	271
2.120. Conditions.....	272
2.121. Caractéristiques de la condamnation aux dépens.....	273
§ 2. – Les exceptions au principe.....	274
2.122. Application de l'article 1382 du Code civil.....	274
2.123. La sécurité sociale au sens large.....	276

2.124. La compensation des dépens.....	277
2.125. Lois particulières.....	278
§ 3. – Énumération des dépens.....	279
2.126. Article 1018 du Code judiciaire.....	279
2.127. Indemnité de procédure.....	281
§ 4. – Pluralité de parties qui succombent et solidarité.....	294
2.128. Pluralité de parties succombantes.....	294
§ 5. – Liquidation des dépens.....	294
2.129. Liquidation des dépens.....	294
§ 6. – Les frais d'exécution.....	295
2.130. Frais d'exécution.....	295

TITRE 3

LA PROCÉDURE DE DROIT COMMUN – L'INSTANCE

Hakim BOULARBAH, Pierre MOREAU et Laurent FRANKIGNOUL

CHAPITRE I

LA TENTATIVE DE CONCILIATION PRÉALABLE

À L'INTRODUCTION DE L'INSTANCE.....299

Section 1 – Notions et distinctions.....	299
3.1. Conciliation préalable à l'introduction de la demande.....	299
3.2. Conciliation préalable à l'examen de la demande.....	300
3.3. Conciliation facultative.....	300
3.4. Conciliation obligatoire.....	301
Section 2 – Juge compétent et procédure.....	302
3.5. Compétence.....	302
3.6. Convocation à la demande d'une des parties.....	302
3.7. Absence d'effet interruptif de prescription.....	302
3.8. Absence d'obligation pour le défendeur de soulever des moyens et exceptions.....	303
Section 3 – Procès-verbal de conciliation.....	303
3.9. En cas d'accord.....	303
3.10. En cas l'absence d'accord.....	303
3.11. Impartialité du juge conciliateur qui connaît ensuite de la phase contentieuse.....	303

CHAPITRE 2

L'INTRODUCTION DE L'INSTANCE 305

Section 1 – Introduction générale 305

§ 1. – Principes 305

3.12. Importance de l'information du défendeur. 305

3.13. Différents modes introductifs d'instance. 305

3.14. Seule la demande principale et non la demande subsidiaire (ou connexe)
détermine la forme de l'acte introductif d'instance. 306

§ 2. – Sanction du choix erroné 306

3.15. Utilisation irrégulière de la requête contradictoire. 306

3.16. Utilisation de la citation alors que la requête (contradictoire ou déformalisée)
est autorisée. 307

3.17. Utilisation irrégulière de la requête déformalisée. 308

3.18. Utilisation irrégulière de la requête unilatérale. 308

3.19. Utilisation d'un mode non prévu par le Code judiciaire. 309

§ 3. – Introduction de plusieurs demandes par un seul acte introductif 309

3.20. Principe et notion 309

3.21. Sanction en l'absence de connexité. 310

Section 2 – La citation 311

§ 1. – Mentions de l'exploit de citation 311

3.22. Régime. 311

3.23. Date et lieu de la signification. 311

3.24. Nom, prénom, profession, domicile et, le cas échéant, qualité et inscription
à la BCE du demandeur 3123.25. Nom, prénom et domicile du défendeur (art. 43, 3^o, et 702, 2^o). 314

3.26. Le libellé de la demande. 315

3.27. Coordonnées de l'huissier instrumentant. 316

3.28. Juge saisi de la demande et lieu, date et heure de l'audience. 316

3.29. Indication de la personne à qui la copie de l'exploit est remise
ou de ce que cette copie a été déposée au domicile du destinataire
ou à la poste. 316

3.30. Coût de l'acte. 317

3.31. Signature de l'huissier. 317

3.32. Visa de l'original de l'exploit. 317

§ 2. – Signification de l'exploit de citation 318

A. Notions 318

3.33. Signification. 318

3.34. Domicile « judiciaire » 318

3.35. Domicile élu 319

3.36. Résidence. 320

B. Modes de signification 320

I. Principes généraux 320

3.37. Hiérarchie en règle non sanctionnée 320

3.38. Interdiction de la signification à l'étranger en cas de domicile, résidence ou domicile élu en Belgique.	321
3.39. Interdiction de la signification à Parquet en cas de domicile ou de résidence connus en Belgique ou à l'étranger.....	321
3.40. Interdiction de l'abus de droit, de la déloyauté procédurale et du dol.....	322
3.41. La signification irrégulière de l'acte introductif peut être réparée par application de l'article 867 du Code judiciaire.	322
3.42. Signification d'un acte par plusieurs modes.	323
2. La signification à personne.....	323
3.43. Principe.....	323
3.44. Modalités.....	323
3.45. Signification en mains propres du mandataire.....	324
3.46. Signification à une personne morale.....	324
3.47. Signification d'un acte destiné à un incapable.....	325
3.48. Signification à une personne décédée ou inexistante.....	325
3. La signification à domicile (élu).....	325
3.49. Principe.....	325
3.50. Modalités.....	325
3.51. Personne à qui la copie peut être remise.	326
3.52. Vérification à laquelle l'huissier doit procéder.....	326
4. La signification par dépôt au domicile (élu) d'une copie de l'exploit.....	326
3.53. Principe.....	326
3.54. Modalités.....	327
3.55. Impossibilité matérielle de procéder à la signification par dépôt.....	327
5. La signification à l'étranger.....	328
3.56. Quand signifier à l'étranger ?.....	328
3.57. Règles applicables.....	328
3.58. Régime du règlement (CE) n° 1393/2007.....	329
3.59. Régime de la Convention de La Haye.....	330
3.60. Régime du Code judiciaire.....	330
6. Signification lorsque le domicile est inconnu.....	331
3.61. Principe.....	331
3.62. Modalités.....	331
7. Signification électronique.....	332
3.63. Principe.....	332
3.64. Modalités.....	332
8. Règles spéciales aux personnes morales.....	332
3.65. Personnes morales de droit public ou de droit privé.....	332
3.66. Signification à l'État, aux Régions et Communautés.....	333
3.67. Autres pouvoirs publics.....	334
3.68. Établissements d'utilité publique et fondations.....	334
3.69. Sociétés.....	334
3.70. Sociétés étrangères.....	335
3.71. Sociétés en liquidation.....	335
3.72. Signification au failli.....	335
3.73. Fusion de sociétés.....	335
9. Règle spéciale au contentieux individuel du travail.....	335
3.74. Signification à l'endroit affecté à l'exploitation de l'entreprise.....	335
C. Moment de la signification.....	335
3.75. Heures.....	335

3.76. Jours.....	336
Section 3 – La requête conjointe.....	336
§ 1. – Notion et champ d'application.....	336
3.77. Notion.....	336
3.78. Champ d'application.....	337
§ 2. – Les mentions de la requête conjointe.....	337
3.79. Date.....	337
3.80. Signature.....	337
3.81. Autres mentions.....	338
3.82. Indications sur la mise en état.....	338
§ 3. – Procédure.....	339
3.83. Dépôt ou envoi au greffe.....	339
3.84. Mise au rôle.....	339
3.85. Audience d'introduction facultative.....	339
Section 4 – La requête contradictoire.....	340
§ 1. – Notion et champ d'application.....	340
3.86. Notion.....	340
3.87. Exigence d'un texte exprès.....	341
§ 2. – Les mentions de la requête contradictoire.....	342
3.88. Principe.....	342
3.89. Date.....	342
3.90. Nom, prénom, profession, domicile du requérant et, le cas échéant, sa qualité et inscription à la BCE.....	342
3.91. Nom, prénom, domicile et, le cas échéant, qualité de la partie à convoquer.....	342
3.92. Objet et exposé sommaire des moyens de la demande.....	342
3.93. Indication du juge qui est saisi de la demande.....	343
3.94. Signature du requérant ou de son avocat.....	343
3.95. Certificat de domicile ou extrait du registre national des personnes physiques.....	343
§ 3. – Envoi ou dépôt au greffe et mise au rôle de la requête.....	344
3.96. Envoi ou dépôt au greffe.....	344
3.97. Mise au rôle.....	344
§ 4. – Notification de la requête.....	344
3.98. Principe.....	344
3.99. Notion de notification.....	344
3.100. Notification par pli judiciaire.....	345
3.101. Autres modes de notification.....	345
3.102. Date de la notification.....	346
§ 5. – La requête déformalisée.....	346
3.103. Contentieux de la sécurité sociale.....	346
Section 5 – Autres modes d'introduction de l'instance.....	347
3.104. Principe.....	347
3.105. Dépôt d'un procès-verbal.....	347

3.106. Déclaration d'une créance	348
3.107. Saisine permanente	348
3.108. Opposition dans le cadre du règlement IPE.....	348
Section 6 – Le délai de convocation (délai de « citation »)	349
3.109. Notion	349
3.110. Délai ordinaire	349
3.111. Partie à convoquer domiciliée à l'étranger.....	349
3.112. Délais abrégés.....	349
3.113. Abréviations judiciaires.....	349
3.114. Calcul et computation du délai	350
3.115. Décès de la partie à convoquer.....	351
3.116. Sanction du non-respect du délai	351
Section 7 – La mise au rôle	351
§ 1. – Les différents rôles	351
3.117. Rôle général.....	351
3.118. Rôles des requêtes, des référés et des RCD.....	352
3.119. Rôle particulier et rôle d'audience.....	352
3.120. Utilité des rôles.....	352
§ 2. – L'inscription au rôle général ou spécial	352
3.121. Importance et modalités.....	352
3.122. Délai d'inscription.....	353
3.123. Sanction.....	353
Section 8 – Le dossier de la procédure	354
3.124. Notion et fonction.....	354
3.125. Contenu.....	354
3.126. Transfert en cas de renvoi ou en cas de recours	354
3.127. Dossier familial.....	355
Section 9 – La comparution et la représentation des parties	355
3.128. Principe : comparution en personne ou par avocat.....	355
3.129. Exception.....	355
3.130. Règles spéciales à certains contentieux	356
3.131. Interdiction des autres mandataires.....	356
3.132. Déclaration de postulation.....	357
Section 10 – L'audience d'introduction	357
§ 1. – Le traitement de la cause à l'audience d'introduction	357
3.133. Appel des causes lors de l'audience d'introduction.....	357
3.134. Traitement adapté à la nature de la cause ou de la procédure.....	358
§ 2. – La procédure des débats succincts	358
A. Les débats succincts proprement dits.....	358
3.135. Siège de la matière.....	358
3.136. Notion de débats succincts.....	358
3.137. Pouvoir d'appréciation du juge.....	359

3.138. Demande motivée de l'une des parties.....	359
B. <i>Les débats succincts assimilés</i>	360
1. En cas d'accord des parties.....	360
3.139. Principe.....	360
3.140. Pouvoir d'appréciation du juge.....	360
2. Application d'office de la procédure des débats succincts à cinq hypothèses déterminées.....	360
3.141. Application obligatoire des débats succincts, sauf accord contraire des parties.....	360
3.142. Absence d'effet de l'opposition d'une seule partie.....	361
3.143. Limitation des débats succincts « assimilés » aux hypothèses prévues à l'article 735, § 2.....	361
3.144. Indifférence de la complexité de l'affaire ou de la durée des débats.....	362
3.145. Absence de pouvoir d'appréciation du juge.....	362
a. <i>Le recouvrement des créances incontestées</i>	363
3.146. Champ d'application.....	363
3.147. Deux interprétations possibles.....	363
b. <i>Les demandes visées à l'article 19, alinéa 3, du Code judiciaire</i>	364
3.148. Champ d'application.....	364
c. <i>Les changements de langue régis par l'article 4 de la loi du 15 juin 1935 relative à l'emploi des langues en matière judiciaire</i>	365
3.149. Champ d'application.....	365
d. <i>Le règlement des conflits sur la compétence</i>	365
3.150. Champ d'application.....	365
3.151. Portée.....	365
e. <i>Les demandes de délais de grâce</i>	366
3.152. Champ d'application.....	366
C. <i>Procédure</i>	366
3.153. Principes.....	366
D. <i>L'application de la procédure des débats succincts aux litiges indivisibles</i>	367
3.154. Jugement contradictoire.....	367
E. <i>Absence de recours</i>	367
3.155. Mesures d'ordre.....	367

CHAPITRE 3

L'INSTRUCTION CONTRADICTOIRE..... 369

3.156. Généralités.....	369
-------------------------	-----

Section 1 – La communication des pièces..... 369

3.157. Obligation de se communiquer les pièces avant leur emploi.....	369
3.158. Délai pour la communication des pièces et sanction.....	371
3.159. Formes et preuve de la communication.....	373

Section 2 – Les conclusions..... 374

3.160. Notion de conclusions.....	374
-----------------------------------	-----

3.161. Portée des dernières conclusions.....	379
3.162. Dépôt ou remise des conclusions au greffe et envoi à la partie adverse.....	381
3.163. Effets produits par les conclusions.....	382
Section 3 – La mise en état de la cause.....	383
§ 1. – Remarques générales.....	383
3.164. Obligation de communiquer ses conclusions aux autres parties.....	383
3.165. Différents types de mise en état.....	384
3.166. Importance de la déclaration de postulation en ce qui concerne la mise en état de la cause.....	384
§ 2. – La mise en état conventionnelle « pure ».....	385
3.167. Accord des parties en vue du renvoi au rôle ou de la remise à date fixe.....	385
3.168. Échange des conclusions et demande de fixation de la cause.....	385
§ 3. – La mise en état conventionnelle judiciairisée.....	389
3.169. Accord des parties entériné par le juge.....	389
§ 4. – La mise en état judiciaire.....	391
3.170. Fixation, par le juge, de délais contraignants pour conclure.....	391
3.171. Écartement des conclusions déposées au greffe ou envoyées à la partie adverse après l'expiration des délais fixés par le juge.....	394
Section 4 – De la procédure écrite.....	399
3.172. Recours à la procédure écrite.....	399
Section 5 – De l'audience.....	400
3.173. Possibilité d'un débat interactif – publicité de l'audience.....	400
3.174. Droit de plaider de la partie qui n'a pas conclu.....	402
3.175. Police de l'audience.....	404
CHAPITRE 4	
L'INSTRUCTION ET LE JUGEMENT PAR DÉFAUT.....	405
3.176. Notions.....	405
Section I – Les cas dans lesquels un jugement par défaut peut être requis.....	406
3.177. Défaut à l'audience d'introduction ou à une audience ultérieure.....	406
§ 1. – Le défaut à l'audience d'introduction (art. 802).....	407
3.178. La possibilité, pour le demandeur comme pour le défendeur, de prendre défaut à l'audience d'introduction.....	407
§ 2. – Le défaut à une audience ultérieure alors que la partie était déjà défaillante à l'audience d'introduction (art. 803 C. jud.).....	409
3.179. Le choix de la partie comparante à l'audience d'introduction.....	409
3.180. Le défaut lors de l'audience de remise ou de fixation (art. 803 C. jud.).....	411
3.181. La remise « sous le bénéfice du défaut ».....	412

§ 3. – Le défaut à l’audience ultérieure fixée contradictoirement (art. 804, al. 1 ^{er} , C. jud.).....	412
3.182. La partie défaillante avait comparu à l’audience d’introduction.....	412
3.183. Absence de formalités pour pouvoir prendre défaut.....	413
§ 4. – Le défaut après omission du rôle (art. 730, § 2, b), C. jud.).....	413
3.184. Le défaut à l’audience où la cause omise du rôle est ramenée.....	413
Section 2 – Le jugement contradictoire rendu à l’encontre d’une partie qui ne comparait pourtant pas.....	414
§ 1. – La procédure est contradictoire alors que la partie ne comparait pas à l’audience de plaidoiries (art. 804, al. 2, C. jud.).....	414
3.185. La partie défaillante a préalablement comparu et conclu.....	414
3.186. La partie absente ayant conclu et comparu au moins une fois est une partie <i>comparante</i>	415
§ 2. – La décision contradictoire « en tout état de cause » (art. 747, § 2, 748, § 2, et 735, § 5, C. jud.).....	416
3.187. Les affaires mises en état judiciairement.....	416
3.188. Les litiges indivisibles.....	416
§ 3. – Deux cas particuliers : l’expertise et l’article 1253ter du Code judiciaire.....	417
3.189. Un régime à part pour les procédures dans lesquelles une mesure d’expertise est ordonnée.....	417
Section 3 – La qualification des décisions <i>par</i> défaut ou contradictoires et l’incidence de la segmentation des litiges.....	418
3.190. La qualification de la décision rendue en l’absence d’une partie.....	418
3.191. L’incidence de la segmentation du litige.....	418
Section 4 – Le défaut et la communication des pièces.....	423
3.192. Non-application de l’article 740 du Code judiciaire.....	423
Section 5 – La modification de la demande.....	423
3.193. L’extension ou la modification d’une demande par défaut (art. 807 C. jud.).....	423
Section 6 – Le rabat du défaut.....	424
3.194. Le jugement par défaut peut être prononcé au plus tôt à la fin de l’audience où il a été constaté.....	424
Section 7 – Le rôle du juge statuant par défaut.....	425
§ 1. – La réponse aux conclusions.....	425
3.195. Le juge ne doit pas répondre aux conclusions de la partie défaillante.....	425
§ 2. – La vérification de la demande.....	426
A. La <i>théorie classique</i>	426
3.196. Le défaut vaut contestation de la demande.....	426
3.197. Défaut du défendeur et défaut du demandeur.....	427

3.198. Le rôle concret du juge statuant par défaut.....	428
B. <i>Vers un revirement de jurisprudence ?</i>	431
3.199. Le défaut vaudrait absence de contestation de la demande.....	431
3.200. Le rôle concret du juge statuant par défaut.....	432
Section 8 – Défaut et indemnité de procédure (renvoi)	434
3.201. Renvoi.....	434
Section 9 – Péremption du jugement par défaut	435
3.202. Nature et effets de la péremption.....	435
3.203. Le champ d'application de l'article 806 du Code judiciaire.....	437
3.204. Quand et comment invoquer la péremption ?.....	438
3.205. La revitalisation du titre suranné.....	439

TITRE 4

INTRODUCTION ET INSTRUCTION DE LA DEMANDE – REQUÊTE UNILATÉRALE

Hakim BOULARBAH

CHAPITRE I

NOTIONS ET DISTINCTIONS.....

4.1. Notion de requête unilatérale.....	445
4.2. Autres formes de requêtes.....	445
4.3. Conditions d'utilisation.....	446
4.4. Remplacement par une citation.....	447

CHAPITRE 2

FORME ET DÉPÔT DE LA REQUÊTE.....

4.5. Mentions de la requête.....	449
4.6. Inventaire et dossier de pièces.....	450
4.7. Dépôt au greffe.....	450

CHAPITRE 3

L'INSTRUCTION DE LA DEMANDE.....

Section I – Vérification de la demande	451
4.8. Instruction sur la base des pièces.....	451
4.9. Convocation en chambre du conseil.....	451

Section 2 – Demandes incidentes	451
4.10. Demande nouvelle.	451
4.11. Demande en intervention.	452

CHAPITRE 4

LA DÉCISION RENDUE SUR REQUÊTE..... 453

Section 1 – Aspects formels	453
4.12. Motivation.	453
4.13. Prononcé en chambre du conseil.	453
4.14. Notification.	453
4.15. Expédition.	453
Section 2 – Attributs de la décision sur requête	454
4.16. Autorité de chose « décidée »	454
4.17. Caractère exécutoire par provision.	454

CHAPITRE 5

VOIES DE RECOURS, RÉTRACTATION OU MODIFICATION DE LA DÉCISION SUR REQUÊTE 455

Section 1 – Appel	455
4.18. Principe, forme et délai.	455
Section 2 – (Tierce) Opposition	455
4.19. Principe.	455
4.20. Délai.	456
4.21. Forme et délai de citation.	456
4.22. Procédure et effets.	457
Section 3 – Demande de modification ou de rétractation de l’ordonnance	457
4.23. En cas de changement de circonstances.	457

TITRE 5 LES MESURES D'INSTRUCTION

Dominique MOUGENOT

CHAPITRE I NOTIONS GÉNÉRALES461

Section 1 – Notion de preuve – Finalité des règles de preuve –	
Lien avec le droit processuel	461
5.1. Définition de la preuve.....	461
5.2. Finalité de la preuve – Recherche de la vérité.	461
5.3. Nature civile et procédurale des règles de preuve.	464
 Section 2 – Le droit à la preuve	 465
5.4. Définition et fondement du droit à la preuve.....	465
 Section 3 – L'utilisation des preuves illégales ou déloyales en justice	 467
5.5. La jurisprudence « Antigone » et son évolution.....	467
5.6. Critères d'écartement des preuves irrégulières.....	470
 Section 4 – L'utilisation de preuves unilatérales en justice	 472
5.7. Utilisation de preuves unilatérales en droit belge et français.	472

CHAPITRE 2 LA CHARGE DE LA PREUVE ET L'ADMINISTRATION DE LA PREUVE475

Section 1 – Définition de la charge de la preuve et de l'administration	
de la preuve	475
5.8. Définition de la charge de la preuve.	475
5.9. Collaboration à l'administration de la preuve.	476
 Section 2 – Rôles respectifs du juge et des parties dans la réception	
des preuves	478
5.10. Pouvoir d'initiative du juge.	478
5.11. Accords procéduraux.....	479

CHAPITRE 3

LA RÉCEPTION DES PREUVES..... 481

Section 1 – Les mesures d’instruction – Caractère limitatif ou non des procédures prévues au Code judiciaire.....	481
5.12. Définition des mesures d’instruction.....	481
5.13. Mesures d’instruction dans le Code judiciaire.....	481
5.14. Caractère exhaustif ou non de la liste des mesures d’instruction.....	482
 Section 2 – La production de documents.....	 484
§ 1. – Définition et conditions d’application de la production de documents.....	484
5.15. Principe.....	484
5.16. Conditions d’application.....	485
5.17. Inapplicabilité en matière pénale et à l’égard du ministère public.....	486
§ 2. – Exceptions.....	487
5.18. Secret professionnel.....	487
§ 3. – Procédure.....	488
5.19. Procédure.....	488
5.20. Recours.....	488
§ 4. – Sanctions en cas de non-respect de l’ordre de production de documents.....	489
5.21. Présomptions – Dommages-intérêts – Astreinte.....	489
 Section 3 – La vérification d’écritures et le faux civil.....	 491
§ 1. – La vérification d’écritures.....	491
5.22. Principe.....	491
5.23. Acte d’avocat.....	492
§ 2. – Le faux civil.....	493
5.24. Principe.....	493
 Section 4 – L’enquête.....	 494
§ 1. – Notions générales.....	494
5.25. Principe et recevabilité en droit civil.....	494
5.26. Conditions de recevabilité en droit judiciaire.....	494
5.27. Interdiction d’entendre les parties comme témoins.....	495
§ 2. – Audition de mineurs.....	496
5.28. Interdiction générale d’audition des mineurs.....	496
5.29. Le droit particulier d’audition du mineur dans les affaires le concernant – Convention de New York.....	497
5.30. Procédure d’audition des mineurs dans le Code judiciaire.....	498
5.31. Caractère spécifique de l’audition des mineurs.....	500
§ 3. – Procédure d’enquête.....	501
5.32. Le jugement autorisant ou ordonnant l’enquête.....	501
5.33. Le juge qui tient l’enquête.....	501

5.34. La comparution des témoins.....	502
5.35. Refus de témoigner.....	503
5.36. Audition du témoin.....	504
5.37. La clôture de l'enquête.....	506
§ 4. – Le procès-verbal de l'enquête.....	506
5.38. Établissement du procès-verbal.....	506
5.39. La force probante des dépositions.....	507
§ 5. – L'enquête contraire.....	507
5.40. Demande d'enquête contraire – Délai.....	507
§ 6. – Les frais de l'enquête.....	509
5.41. Consignation d'une provision.....	509
§ 7. – La validité de l'enquête.....	509
5.42. Nullité de l'enquête.....	509
§ 8. – Les témoignages écrits.....	510
5.43. Principe et régime juridique.....	510
Section 5 – L'expertise.....	512
§ 1. – Généralités.....	512
5.44. Définition – Utilité de l'expertise.....	512
5.45. Aspects négatifs de l'expertise.....	513
§ 2. – Alternatives à l'expertise judiciaire.....	513
5.46. Caractère facultatif de l'expertise.....	513
5.47. Alternatives à l'expertise.....	515
5.48. Expertise simplifiée.....	516
§ 3. – Différents modes de désignation de l'expert.....	517
5.49. Désignation sur requête unilatérale devant le juge de paix.....	517
5.50. Désignation sur requête unilatérale par le président du tribunal.....	518
5.51. Désignation par le juge des référés.....	518
5.52. Désignation par le juge du fond.....	520
§ 4. – Jugement de désignation de l'expert.....	521
5.53. Saisine permanente.....	521
5.54. Autorité de chose jugée.....	521
5.55. Force exécutoire.....	522
5.56. Recours.....	522
§ 5. – Statut de l'expert judiciaire.....	522
5.57. Statut.....	522
5.58. Indépendance et impartialité.....	525
5.59. Collège d'experts.....	526
§ 6. – Récusation de l'expert.....	526
5.60. Principe.....	526
5.61. Causes de récusation.....	527
5.62. Procédure.....	527

§ 7. – Mise en mouvement de l'expertise.....	528
5.63. Mise en route automatique.....	528
5.64. Réunion d'installation.....	529
§ 8. – Déroulement de la procédure d'expertise – Règlement des incidents.....	530
5.65. Caractère contradictoire de l'expertise.....	530
5.66. Fixation des réunions – Rapports intermédiaires.....	530
5.67. Tentative de conciliation.....	531
5.68. Sapiteurs.....	531
5.69. Audition de témoins.....	532
5.70. Contrôle par le tribunal.....	532
5.71. Remplacement de l'expert.....	533
§ 9. – Le rapport d'expertise – Irrégularités du rapport et sanctions.....	534
5.72. L'avis provisoire.....	534
5.73. Les conclusions – Avis définitif.....	534
5.74. Causes de nullité du rapport.....	535
5.75. Inopposabilité du rapport.....	537
5.76. Écartement du rapport.....	538
5.77. Audition de l'expert – Complément d'expertise.....	538
5.78. Force probante du rapport de l'expert.....	539
§ 10. – La rémunération de l'expert – La provision.....	541
5.79. Principe de la consignation.....	541
5.80. Libération de la provision.....	543
5.81. Partie tenue de verser la provision.....	544
5.82. Refus ou défaut de consignation.....	545
§ 11. – La rémunération de l'expert – L'état de frais et honoraires final.....	546
5.83. Établissement de l'état de frais et honoraires.....	546
5.84. Taxation des honoraires en cas de silence des parties.....	546
5.85. Taxation en cas de contestation.....	547
5.86. Critères d'évaluation.....	548
5.87. Partie tenue de supporter les honoraires.....	550
§ 12. – Recours contre les décisions rendues en cours d'expertise.....	551
5.88. Recours limités.....	551
Section 6 – L'interrogatoire des parties.....	552
5.89. Principe.....	552
5.90. Procédure.....	553
5.91. Utilisation de l'astreinte.....	553
5.92. Recours.....	554
5.93. Procès-verbal d'audition.....	554
Section 7 – Le serment.....	555
5.94. Rareté de l'utilisation du serment.....	555
Section 8 – La descente sur les lieux.....	555
5.95. Principe.....	555
5.96. Procédure.....	555
5.97. Recours.....	556
5.98. Vue des lieux avec un expert.....	556

Section 9 – Le constat d’adultère	556
§ 1. – Le constat d’adultère en général.....	556
5.99. Principe.....	556
5.100. Relations homosexuelles.....	557
5.101. Constat d’adultère et droits de l’homme.....	557
§ 2. – Règles particulières de l’article 1016bis.....	558
5.102. Requête.....	558
5.103. Signification de l’ordonnance.....	559
5.104. Désignation de l’huissier.....	560
5.105. Rédaction du constat.....	560
5.106. Serrurier.....	561
5.107. Policier.....	561
5.108. Date et heure du constat.....	562
5.109. Déclarations des parties.....	562
5.110. La force probante du constat.....	563
5.111. Frais du constat.....	563
Section 10 – La réception des preuves en droit procédural européen	564
5.112. Règlement européen sur l’obtention des preuves.....	564
5.113. Nouveautés du règlement.....	565
5.114. Limites à l’application du règlement.....	566

TITRE 6

LES INCIDENTS RELATIFS AU PROCÈS

Hakim BOULARBAH, Laurent FRANKIGNOUL et Vanessa GRELLA

CHAPITRE I

LES INCIDENTS RELATIFS AU PERSONNEL DU PROCÈS.....571

Section I – Récusation des magistrats	571
A. <i>Notion et régime</i>	571
6.1. Notion et distinction.....	571
6.2. Incident exceptionnel.....	572
6.3. Caractère facultatif.....	572
6.4. Déport volontaire.....	573
B. <i>Causes de récusation</i>	573
6.5. Liste limitative et d’interprétation stricte.....	573
6.6. Causes de récusation.....	573
6.7. Juges sociaux et consulaires.....	575
6.8. Ministère public.....	575
6.9. Greffier.....	575
C. <i>Délai</i>	576
6.10. Principe : avant le commencement des plaidoiries.....	576
6.11. Exception : cause survenue après le commencement des plaidoiries.....	576

6.12. Juge commis.....	576
D. <i>Compétence</i>	576
6.13. Jurisdiction directement supérieure.....	576
E. <i>Procédure</i>	577
6.14. Acte déposé au greffe.....	577
6.15. Mention de toutes les causes de récusation.....	577
6.16. Remise au magistrat récusé.....	577
6.17. Effet suspensif.....	578
6.18. Transmission au ministère public.....	578
6.19. Procédure contradictoire.....	578
6.20. Interdiction d'ajouter de nouveaux moyens de récusation.....	579
6.21. Preuve des causes de récusation.....	579
F. <i>Décision sur la récusation</i>	579
6.22. Notification et recours.....	579
6.23. Rejet de la récusation.....	580
6.24. Admission de la demande en récusation.....	580
6.25. Nouvelle demande en récusation.....	580
Section 2 – Le désaveu du mandataire <i>ad litem</i>	580
A. <i>Notion et régime</i>	580
6.26. Notion et objet.....	580
6.27. Siège de la matière.....	581
B. <i>Conditions de recevabilité</i>	581
6.28. Actes de procédure.....	581
6.29. Demandeur.....	581
6.30. Mise à la cause du mandataire.....	581
6.31. Absence de ratification.....	582
C. <i>Procédure</i>	582
6.32. Désaveu incident.....	582
6.33. Voies de recours.....	582
6.34. Requête civile.....	582
6.35. Cause non communicable.....	583
D. <i>Conséquences du désaveu</i>	583
6.36. Retrait de l'acte litigieux et des actes et décisions qui en sont la conséquence..	583
6.37. Dommages et intérêts.....	583
 CHAPITRE 2 LES INCIDENTS DE L'INSTANCE	
585	
Section 1 – Incidents relatifs à la suspension de l'instance	585
§ 1. – Généralités.....	585
6.38. Suspension de l'instance : principes généraux.....	585
§ 2. – Suspension volontaire.....	585
6.39. Suspension volontaire : principes.....	585

§ 3. – Suspension légale.....	586
6.40. Suspension légale : principe.....	586
6.41. Les fins de non-procéder.....	586
6.42. La règle « le criminel tient le civil en l'état ».....	587
6.43. Le renvoi préjudiciel.....	590
6.44. Autres causes de surséance liées au règlement d'un incident.	590
§ 4. – Suspension judiciaire.....	591
6.45. Suspension judiciaire : principes généraux.....	591
6.46. Omission périodique des causes dont les débats n'ont plus été poursuivis depuis plus de trois ans.....	591
6.47. Omission du rôle des affaires présentant un retard anormal.	592
6.48. Effet de l'omission d'une cause.....	592
Section 2 – Incidents relatifs à l'extinction de l'instance.....	593
§ I. – Le désistement.....	593
A. <i>Notions générales et distinctions</i>	593
6.49. Notion.....	593
6.50. Désistement d'un acte de procédure.	593
6.51. Désistement d'instance.....	593
6.52. Désistement d'action.....	593
6.53. Autres formes de renonciations.	594
B. <i>Le désistement d'action</i>	594
6.54. Conditions.....	594
1. <i>Matières à propos desquelles le désistement d'action est admis</i>	594
6.55. Matières à propos desquelles le désistement d'action est admis.....	594
6.56. Effets du désistement d'action.....	595
6.57. Désistement d'action en degré d'appel.	595
C. <i>Désistement d'instance</i>	595
1. <i>Objet</i>	595
6.58. Utilité.....	595
2. <i>Conditions</i>	596
6.59. Acte unilatéral ou bilatéral.	596
6.60. Rôle et effets de l'acceptation.....	596
6.61. Refus non justifié.....	596
6.62. Compétence pour régler les incidents.	597
3. <i>Matières à propos desquelles le désistement d'instance est admis</i>	597
6.63. En toutes matières.....	597
6.64. Exception : désistement d'un recours.	597
4. <i>Effets du désistement d'instance</i>	598
6.65. Remise des choses dans leur pristin état.....	598
6.66. Interdiction de statuer sur le fond.....	598
6.67. Sort de la demande reconventionnelle.....	598
6.68. Sort de l'appel incident.....	599
6.69. Droit d'intenter une nouvelle instance.....	599
D. <i>Désistement d'un acte de procédure</i>	599
6.70. Notion et effets.....	599

E. <i>Formes</i>	599
6.71. Principe	599
1. <i>Désistement tacite</i>	599
6.72. Caractère certain	599
6.73. Illustrations négatives	600
6.74. Illustrations positives	600
2. <i>Désistement exprès</i>	600
6.75. Mandat spécial	600
6.76. Exception en l'absence de contestation	601
3. <i>Signification à la partie adverse</i>	601
6.77. Exigence et formes	601
4. <i>Acceptation du désistement</i>	601
6.78. Formes identiques à celles du désistement	601
5. <i>Désistement du pourvoi en cassation</i>	602
6.79. Pas d'acceptation ou de signification requise	602
F. <i>Dépens</i>	602
6.80. Principe	602
6.81. Forme	602
§ 2. – La prescription du lien d'instance	602
6.82. Principe	602
6.83. Controverse	603
6.84. Position actuelle de la Cour de cassation : rejet de la théorie	603
§ 3. – La radiation du rôle	604
6.85. La radiation : principe	604
6.86. La radiation : effets	604
Section 3 – L'interruption et la reprise d'instance	605
§ 1. – L'interruption de l'instance	605
6.87. Les causes et les conditions de l'interruption de l'instance	605
6.88. Le décès d'une partie	607
6.89. Le changement d'état d'une partie	608
6.90. Modification de la qualité en laquelle la partie a agi	608
6.91. Effets de l'interruption de l'instance	611
§ 2. – La reprise d'instance	611
6.92. La reprise d'instance est divisible	611
6.93. La reprise d'instance volontaire	612
6.94. La reprise d'instance forcée	613
6.95. Effets de la reprise d'instance	614

TITRE 7 LE JUGEMENT

Georges DE LEVAL

CHAPITRE I

GÉNÉRALITÉS, CLÔTURE DES DÉBATS ET DÉLIBÉRÉ.....619

Section 1 – Généralités	619
7.1. Définition et critères du jugement.....	619
7.2. Syllogisme et pondération des intérêts.....	620
Section 2 – Clôture des débats et délibéré	621
7.3. La clôture des débats – Principes.....	621
7.4. L'avis du ministère public – Les causes communicables.....	621
7.5. Avis et réplique des parties.....	622
7.6. Sanction du défaut d'avis du ministère public.....	624
7.7. La réouverture des débats – Notion et champ d'application.....	625
7.8. La procédure de réouverture des débats.....	628
7.9. Les limites dans lesquelles les parties peuvent tracer leurs conclusions après réouverture des débats.....	629
7.10. Le caractère contradictoire de la décision rendue après réouverture des débats.....	630
7.11. Le délibéré – Délais pour statuer.....	631
7.12. Sanction du non-respect injustifié du délai pour statuer.....	632

CHAPITRE 2

LE JUGEMENT : CONTENU, CLASSIFICATION ET COMMUNICATION.....635

Section 1 – Le contenu du jugement	635
7.13. Le support écrit.....	635
7.14. Les éléments constitutifs du jugement.....	636
7.15. La motivation.....	638
7.16. Vers l'allègement de la charge de la motivation en préservant la qualité de la décision : la motivation positive ?	641
7.17. Le dispositif.....	644
7.18. L'amende pour procédure manifestement dilatoire ou abusive.....	645
7.19. Signature et prononciation du jugement.....	647
7.20. La prononciation du jugement en audience publique.....	649
Section 2 – Les types de jugement	650
7.21. Généralités.....	650
7.22. La qualification du jugement en fonction de son auteur.....	650
7.23. La qualification de jugement en fonction de son contenu.....	651
7.24. La qualification du jugement en fonction de la procédure suivie.....	652

7.25. La qualification du jugement en fonction de l'intensité de ses effets 652

Section 3 – La communication officielle du jugement et sa portée

informative..... 652
 7.26. Généralités..... 652
 7.27. La signification du jugement..... 653
 7.28. La notification du jugement..... 655
 7.29. Les effets de la signification et de la notification..... 656
 7.30. Portée informative de la signification ou de la notification..... 659

CHAPITRE 3

LE DESSAISISSEMENT 663

Section 1 – Le dessaisissement au sens strict 663

7.31. Une règle d'ordre public 663
 7.32. La réserve « des recours prévus par la loi » et les « exceptions prévues par le présent code » 664

Section 2 – Le dessaisissement au sens large 665

7.33. Notion. 665

§ 1. – Délais de grâce – Exécution provisoire – Astreinte..... 666

7.34. Les délais de grâce. 666
 7.35. L'exécution provisoire sollicitée après le dessaisissement..... 668
 7.36. L'astreinte sollicitée après le dessaisissement. 669

§ 2. – Interprétation et rectification de la décision et réparation de l'omission d'un chef de demande..... 669

7.37. Généralités : interpréter - rectifier - réparer. 669
 7.38. L'interprétation par l'auteur de la décision..... 671
 7.39. La rectification par l'auteur de la décision..... 672
 7.40. La réparation par l'auteur de la décision. 675
 7.41. Règles de procédure communes à l'interprétation, à la rectification et à la réparation par l'auteur de la décision ou la juridiction de recours. 677
 7.42. Les prérogatives du juge des saisies en matière d'interprétation et de rectification d'erreurs ou d'omissions matérielles. 679

CHAPITRE 4

LA FORCE PROBANTE DU JUGEMENT 683

7.43. Le support écrit (*instrumentum*) est un acte authentique. 683
 7.44. Le parallèle avec l'acte notarié. 683

CHAPITRE 5

LES EFFETS SUBSTANTIELS ATTACHÉS À LA DÉCISION PROPREMENT DITE (NEGOTIUM)	685
7.45. Efficacité substantielle et efficacité procédurale.....	685
Section 1 – Effet obligatoire à l’égard des parties	685
7.46. L’effet déclaratif ou constitutif du jugement.....	685
7.47. Les deux aspects de l’efficacité substantielle : concrétisation du droit subjectif et action judicati (interversion de la prescription).....	686
Section 2 – L’opposabilité du jugement à l’égard des tiers	689
7.48. Les principes.....	689
7.49. Le régime de la preuve en cas de tierce-opposition.....	690
7.50. L’opposabilité ne fait pas naître des obligations à charge des tiers.....	692

CHAPITRE 6

L’AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE	695
7.51. Notion.....	695
7.52. L’exception de chose jugée ne peut être soulevée d’office par le juge.....	696
7.53. Décisions auxquelles s’attache l’autorité de la chose jugée.....	697
7.54. La gradation de la chose jugée.....	704
7.55. Les conditions de l’autorité de la chose jugée : la triple identité.....	706
7.56. La relativité de la chose jugée.....	711
7.57. Le double effet de la chose jugée.....	714

CHAPITRE 7

LA FORCE EXÉCUTOIRE	719
Section 1 – Généralités	719
7.58. Le titre exécutoire judiciaire et la force exécutoire.....	719
7.59. La signification préalable du jugement.....	721
7.60. La force exécutoire : le principe et les exceptions.....	721
Section 2 – L’exécution provisoire	724
7.61. Notion.....	724
7.62. Les deux types d’exécution provisoire.....	724
7.63. L’exécution provisoire légale.....	725
7.64. L’exécution provisoire judiciaire.....	726
7.65. L’exécution provisoire judiciaire doit-elle être motivée ?.....	727
7.66. L’exécution provisoire en degré d’appel.....	728
7.67. La responsabilité du gagnant provisoire dont le titre est ensuite rétracté ou réformé.....	731
7.68. Premier palliatif de l’exécution provisoire : la garantie du créancier.....	735
7.69. Second palliatif de l’exécution provisoire : le cantonnement.....	735

CHAPITRE 8

L'ACCORD JUDICIAIRE 739

7.70. Généralités..... 739

Section 1 – Procès-verbal de conciliation versus jugement d'accord..... 739

7.71. La conciliation en principe facultative..... 739

7.72. Le régime de l'accord exécutoire..... 741

7.73. L'accord préexistant à la tentative de conciliation peut-il être revêtu,
par le juge conciliateur, de la force exécutoire ? 744

Section 2 – Le jugement d'accord et homologation 745

7.74. Le jugement d'accord ou d'expédient..... 745

7.75. L'homologation judiciaire..... 747

TITRE 8

LES VOIES DE RECOURS ORDINAIRES

Georges DE LEVAL

CHAPITRE I

RÈGLES COMMUNES AUX VOIES DE RECOURS ORDINAIRES 753

Section 1 – Notions générales 753

8.1. Définition..... 753

8.2. L'information sur les recours..... 754

8.3. Énumération des voies de recours..... 754

8.4. Le régime des délais..... 755

8.5. Application de la loi dans le temps..... 760

8.6. Règles de l'instance applicables aux voies de recours..... 760

8.7. La qualification inexacte du jugement est sans incidence sur la nature
du recours..... 760

Section 2 – Exceptions au principe suivant lequel toute décision est susceptible de recours ordinaire..... 761

8.8. Le principe – L'appel-nullité..... 761

8.9. L'accord des parties – Le jugement d'homologation..... 762

8.10. L'acquiescement..... 762

8.11. La décision ou la mesure d'ordre..... 764

CHAPITRE 2

L'OPPOSITION.....767

8.12. Définition.....	767
8.13. En principe, tout jugement par défaut peut être frappé d'opposition.....	767
8.14. Conditions de recevabilité.....	768
8.15. Les formes de l'opposition et le délai de comparution.....	768
8.16. La motivation de l'acte d'opposition.....	769
8.17. Opposition sur opposition ne vaut.....	770
8.18. Les effets de l'opposition.....	770
8.19. Concours de l'appel et de l'opposition.....	771

CHAPITRE 3

L'APPEL.....773

Section 1 – Généralités.....	773
8.20. Définition et rôle de l'appel.....	773
8.21. Conditions de recevabilité : qualité et intérêt.....	774
8.22. Appel principal et appel incident.....	777

Section 2 – Jugement susceptible d'appel et délai d'appel.....	778
8.23. Le principe de l'appel.....	778
8.24. Exceptions.....	778
8.25. Principe : délai d'un mois à partir de la signification ou de la notification.....	781
8.26. Exceptions au délai d'un mois.....	782

Section 3 – La procédure.....	783
8.27. Les quatre modes introductifs de l'appel (art. 1056 C. jud.).....	783
8.28. Appel d'un jugement rendu dans un litige indivisible.....	786
8.29. Les mentions de l'acte de l'appel.....	788
8.30. La mise au rôle.....	790
8.31. Le délai de comparution.....	790
8.32. Le circuit court : les débats succincts.....	791
8.33. Le circuit long : la mise en état.....	792
8.34. Instruction par défaut.....	792
8.35. Amende pour procédure abusive (art. 780bis C. jud.).....	792

Section 4 – Moyens nouveaux et demandes incidentes en degré d'appel.....	793
8.36. Le principe.....	793
8.37. Moyens et griefs nouveaux.....	794
8.38. Les demandes incidentes.....	795

Section 5 – Les effets de l'appel.....	798
8.39. L'effet suspensif.....	798
8.40. L'effet relatif.....	799
8.41. L'effet relatif neutralisé par l'appel incident – Appel incident versus demande incidente.....	799

8.42. Conditions de recevabilité de l'appel incident – Appel incident sur appel incident.....	800
8.43. Formalisme de l'appel incident et soumission partielle à l'appel principal.....	800
8.44. Les conditions spéciales de recevabilité de l'appel incident et le litige multipartite.....	801
8.45. Appel principal par conclusions	803
8.46. L'effet dévolutif élargi – Notion et contenu.....	804
8.47. Exception à l'effet dévolutif : la mesure d'instruction.....	806
8.48. Règles spéciales en matière de compétence, de connexité et de référé.....	810
8.49. Les irrégularités procédurales et l'effet dévolutif	812
8.50. Dérogations spéciales à l'effet dévolutif de l'appel.	813

TITRE 9

VOIES DE RECOURS EXTRAORDINAIRES

Jean-François VAN DROOGENBROECK

CHAPITRE I

LE POURVOI EN CASSATION..... 817

Section I – La requête 817

§ 1. – Décisions susceptibles de pourvoi.....	817
9.1. Décision juridictionnelle.....	817
9.2. Décision rendue en dernier ressort.....	817
9.3. Décisions définitives	819
9.4. Décisions contre lesquelles on ne peut pas se pourvoir en raison de la loi ou de leur nature.....	823
9.5. Décisions ayant déjà fait l'objet d'un pourvoi en cassation (« pourvoi sur pourvoi ne vaut »).....	823
9.6. Décision déjà annulée par voie de conséquence.....	825
9.7. Décision irrévocable par suite d'un acquiescement.....	825
§ 2. – Les parties à l'instance de cassation.....	826
9.8. Personnes aptes à se pourvoir.....	826
9.9. Personnes contre lesquelles on peut ou on doit se pourvoir.....	834
§ 3. – Délai.....	839
9.10. Durée du délai	839
9.11. Computation du délai.....	840
9.12. Règles spéciales.....	840
9.13. Nature du délai.....	842
9.14. Point de départ du délai	843
§ 4. – Formes de la requête.....	850
9.15. Une requête en cassation par décision attaquée.....	850
9.16. Signature d'un avocat à la Cour de cassation	851
9.17. Exposé des moyens.....	853
9.18. Indication des conclusions.....	854

9.19. Emploi des langues.....	855
9.20. Rectification des erreurs matérielles.....	856
9.21. Demande en déclaration d'arrêt commun.....	856
§ 5. – Formalités concourant à l'introduction de la requête.....	856
9.22. Signification préalable de la requête.....	856
9.23. Enregistrement de l'exploit.....	861
9.24. Remise de la requête au greffe.....	861
9.25. Dépôt de l'exploit de signification de la requête.....	862
9.26. Inscription au rôle.....	863
9.27. Formalités complémentaires.....	863
§ 6. – Mémoire ampliatif.....	863
9.27-1. Formes et délai.....	863
§ 7. – Absence d'effet suspensif.....	863
9.28. Principe : pas d'effet suspensif.....	863
9.29. Exceptions à l'absence d'effet suspensif.....	864
Section 2 – Le moyen de cassation.....	865
§ 1. – Définition et nécessité du moyen.....	865
9.30. Définition du moyen.....	865
9.31. Nécessité du moyen.....	867
§ 2. – Les faits et les pièces auxquelles la Cour peut avoir égard.....	873
9.32. La Cour de cassation et le fait.....	873
9.33. Les faits mobilisables à l'appui d'un moyen de cassation.....	875
9.34. Les pièces auxquelles la Cour peut avoir égard.....	882
9.35. La constance du fait générateur du moyen.....	890
§ 3. – Recevabilité du moyen.....	891
9.36. Indication des dispositions légales violées.....	891
9.37. Précision du moyen.....	905
9.38. Intérêt.....	907
9.39. Loyauté.....	917
9.40. Non-nouveauté.....	932
Section 3 – La procédure consécutive au pourvoi et l'arrêt de la Cour.....	955
§ 1. – La réponse au pourvoi.....	955
9.41. Forme et objet de la réponse.....	955
9.42. Envoi et dépôt du mémoire en réponse.....	957
9.43. Délai de réponse.....	959
§ 2. – Le mémoire en réplique.....	961
9.44. Forme et objet de la réplique.....	961
9.45. Envoi et dépôt du mémoire en réplique.....	962
9.46. Délai de la réplique.....	962
§ 3. – Instruction du pourvoi par la Cour de cassation et jugement de celui-ci.....	963
9.47. Préliminaires.....	963
9.48. Examen du pourvoi.....	964
9.49. L'arrêt.....	974

§ 4. – Les incidents de procédure.....	988
9.50. Le désistement.....	988
9.51. L'intervention.....	991
9.52. La suspension de l'instance.....	996
9.53. La demande en faux incident civil.....	999
9.54. La récusation.....	1002
9.55. Le désaveu.....	1002
Section 4 – Les effets de la cassation.....	1003
§ 1. – Renvoi après cassation.....	1003
9.56. Le principe du renvoi.....	1003
9.57. À qui renvoyer ?.....	1007
9.58. La saisine de la juridiction de renvoi.....	1013
9.59. Les recours contre la décision de la juridiction de renvoi.....	1014
§ 2. – Étendue de la cassation.....	1016
9.60. Principe.....	1016
9.61. Extension de la cassation – Principe.....	1018
9.62. Extension de la cassation – Applications.....	1019
9.63. Force exécutoire des arrêts de la Cour de cassation.....	1027
9.64. Effets dans le temps des revirements de jurisprudence de la Cour de cassation.....	1031
Section 5 – Du pourvoi dans l'intérêt de la loi.....	1034
9.65. Nature et objet du recours.....	1034
9.66. Conditions d'ouverture.....	1035
9.67. Procédure.....	1036
9.68. Le(s) moyen(s) proposé(s) à l'appui du pourvoi dans l'intérêt de la loi.....	1037
9.69. Les effets du pourvoi formé dans l'intérêt de la loi.....	1037
9.70. Le pourvoi dans l'intérêt de la loi, solution aux lacunes du pourvoi formé par l'une des parties.....	1037
Section 6 – Des demandes en annulation formulées d'ordre du ministre de la Justice.....	1038
9.71. Notions générales.....	1038
9.72. Conditions d'ouverture.....	1040
9.73. Procédure.....	1042
9.74. Effets de l'annulation.....	1043
CHAPITRE 2	
LA TIERCE OPPOSITION.....	
	1045
Section I – Conditions de la tierce opposition.....	1045
9.75. Principes.....	1045
9.76. Décisions susceptibles de tierce opposition.....	1054
9.77. Personnes pouvant former tierce opposition.....	1075
9.78. Conditions de recevabilité.....	1087

Section 2 – Compétence	1096
9.79. Le juge compétent pour connaître de la tierce opposition	1096
9.80. Exigence d'impartialité.....	1101
Section 3 – Procédure	1110
9.81. Délai pour former tierce opposition.....	1110
9.82. Délai de comparution	1118
9.83. Formes de la tierce opposition.....	1121
9.84. Autres questions de procédure	1123
9.85. Tierce opposition et double degré de juridiction	1141
Section 4 – Effets de la tierce opposition	1143
9.86. Surséance à statuer	1143
9.87. Absence d'effet suspensif.....	1144
9.88. Effet relatif	1153
9.89. Effet dévolutif.....	1154
9.90. Recours à l'encontre de la décision rendue sur tierce opposition	1164
Section 5 – Concours de la tierce opposition et d'autres voies de recours	1166
9.91. Concours de la tierce opposition et de l'appel	1166
9.92. Concours de la tierce opposition et de l'opposition	1170
CHAPITRE 3	
LA REQUÊTE CIVILE	
	1173
9.93. Définition et généralités.....	1173
Section 1 – Parties à la requête civile	1176
9.94. Personnes qui peuvent former la requête civile.....	1176
9.95. Personnes contre lesquelles la requête civile est dirigée.....	1176
Section 2 – Décisions contre lesquelles on peut se pourvoir par requête civile	1177
9.96. Décisions passées en force de chose jugée.....	1177
9.97. Décisions pénales sur les intérêts civils.....	1178
9.98. Ordonnances de référé et ordonnances rendues sur requête unilatérale	1178
9.99. Décisions prononçant le divorce	1179
9.100. Sentences arbitrales.....	1179
9.101. Arrêts de la Cour de cassation.....	1180
Section 3 – Les ouvertures à requête civile	1181
9.102. Les causes admises par les textes	1181
9.103. Les causes exclues par les textes	1190
Section 4 – Procédure	1191
9.104. Délai	1191

9.105. Compétence.....	1194
9.106. Formes.....	1195
9.107. Mise en cause du mandataire désavoué.....	1197
9.108. Le jugement de la cause.....	1197
9.109. Dépens.....	1197
Section 5 – Effets de la requête civile.....	1198
9.110. Absence d’effet suspensif.....	1198
9.111. Effet relatif.....	1199
9.112. Effet dévolutif.....	1199
Section 6 – Voies de recours.....	1200
9.113. Appel.....	1200
9.114. Pourvoi en cassation.....	1200
9.115. Autres.....	1201

CHAPITRE 4

LA PRISE À PARTIE..... 1203

9.116. Notions générales.....	1203
9.117. Compétence.....	1203
9.118. Causes qui donnent ouverture à la prise à partie.....	1204
9.119. Procédure.....	1205
9.120. Effets de la prise à partie.....	1208
9.121. Recours – Opposition.....	1209

CHAPITRE 5

LA RÉTRACTATION..... 1211

9.122. Généralités.....	1211
9.123. Causes de rétractation.....	1212
9.124. Décisions susceptibles de rétractation.....	1213
9.125. Parties à la rétractation.....	1214
9.126. Compétence.....	1214
9.127. Procédure – Formes.....	1216
9.128. Procédure – Délai.....	1216
9.129. Effets.....	1217
9.130. Recours.....	1218

TITRE 10

LES SAISIES CONSERVATOIRES, LES VOIES D'EXÉCUTION ET LE RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

Frédéric GEORGES

10.1. Introduction et plan.....	1219
---------------------------------	------

CHAPITRE I

NOTIONS GÉNÉRALES ET PRINCIPES..... 1221

10.2. Plan.....	1221
-----------------	------

Section 1 – Consistance et importance du droit de l'exécution..... 1221

10.3. Le droit à l'exécution forcée.....	1221
10.4. Modalités de l'exécution forcée.....	1223
10.5. Particularités de l'exécution forcée de l'obligation pécuniaire – Renvoi.....	1224
10.6. Siège légal de la matière.....	1225

Section 2 – Le recouvrement amiable des dettes des consommateurs..... 1226

10.7. Principes.....	1226
----------------------	------

Section 3 – Distinction entre saisie conservatoire et voie d'exécution..... 1228

10.8. <i>Summa divisio</i>	1228
----------------------------------	------

Section 4 – L'égalité des créanciers et la vocation collective des saisies... 1229

10.9. Portée du principe, implication et exception.....	1229
---	------

Section 5 – Caractère d'ordre public du droit des saisies..... 1231

10.10. Illustrations.....	1231
---------------------------	------

Section 6 – Le juge des saisies..... 1232

§ 1. – Statut..... 1232

10.11. Organisation judiciaire.....	1232
-------------------------------------	------

§ 2. – Compétence matérielle..... 1232

A. Généralités..... 1232

10.12. Dispositions applicables et principes.....	1232
---	------

B. En principe, le juge des saisies ne connaît pas du fond..... 1234

10.13. Pouvoir d'appréciation du juge des saisies.....	1234
10.14. ... et actualité exécutoire du titre.....	1237

C. Hypothèses où, à titre exceptionnel, le juge des saisies connaît du fond..... 1237

10.15. Action en distraction et procédures de répartition	1237
§ 3. – Compétence territoriale	1238
10.16. Chefs de compétence territoriale.....	1238
§ 4. – Procédure.....	1238
10.17. Formes du référé.....	1238
Section 7 – Saisissabilité et insaisissabilité	1239
10.18. La saisissabilité est le principe.....	1239
10.19. Les insaisissabilités : <i>summa divisio</i>	1240
§ 1. – Insaisissabilités réelles.....	1240
10.20. Insaisissabilité par nature et insaisissabilité légale.....	1240
A. <i>Les meubles corporels</i>	1241
10.21. Meubles corporels protégés.....	1241
B. <i>Les meubles incorporels</i>	1242
1. Principes fondamentaux.....	1242
10.22. Philosophie de la protection, résumé et plan.....	1242
2. Dégressivité de l'insaisissabilité et distinction entre « revenus professionnels » et « revenus d'autres activités » (art. 1409, §§ 1 ^{er} et 1 ^{er} bis, et 1410, § 1 ^{er} , C. jud.).....	1243
10.23. Les revenus professionnels.....	1243
10.24. Les revenus de remplacement	1246
3. Prise en compte des enfants à charge (art. 1409 ^{ter} et 1409 ^{quater} C. jud.).....	1248
10.25. Un accouchement douloureux.....	1248
10.26. Définition de l'enfant à charge.....	1249
10.27. Procédure applicable.....	1250
4. Les revenus « atypiques » (art. 1409bis C. jud.).....	1252
10.28. Objectifs et procédure.....	1252
10.29. Applications.....	1253
5. Les montants totalement insaisissables (1410, § 2, C. jud.).....	1253
10.30. Allocations totalement protégées.....	1253
6. Le report d'insaisissabilité en cas de versement des sommes protégées sur un compte bancaire (art. 1411bis à 1411 ^{quater} C. jud.)	1255
10.31. <i>Ratio legis</i>	1255
10.32. ... et traduction de celle-ci	1256
10.33. Traçabilité, insaisissabilité fondante et procédure.....	1257
7. Le sort du créancier d'aliments.....	1257
10.34. Le statut privilégié du créancier d'aliments.	1257
C. <i>Insaisissabilité « limitée » de l'immeuble constituant la résidence principale des indépendants</i>	1259
10.35. Une insaisissabilité volontaire et relative	1259
§ 2. – Insaisissabilités personnelles : les immunités d'exécution.....	1260
A. <i>En droit interne belge</i>	1260
10.36. Personnes morales de droit public.....	1260
10.37. Preuve de l'absence d'utilité du bien.....	1262

B. <i>En droit international</i>	1263
10.38. Immunité d'exécution des autorités étrangères	1263
10.39. Hypothèses particulières	1264
Section 8 – Publicité des saisies	1265
10.40. Raison d'être	1265
10.41. Évolution législative	1265
§ 1. – Dispositions relatives à l'institution du fichier	1267
10.42. Aspects institutionnels	1267
§ 2. – Examen des différents avis	1268
10.43. Principes	1268
A. <i>Avis de saisie</i>	1268
10.44. Hypothèses d'émission	1268
B. <i>Avis d'opposition à saisie</i>	1269
10.45. Association à la répartition	1269
C. <i>Avis de délégation</i>	1269
10.46. Origine et modifications	1269
D. <i>Avis de cession de rémunération</i>	1270
10.47. Effet d'opposabilité de la mesure	1270
E. <i>Avis de règlement collectif de dettes</i>	1270
10.48. Publicité de l'admissibilité et de l'évolution de la procédure	1270
F. <i>Avis de protêt</i>	1271
10.49. Intégration des protêts	1271
§ 3. – Envoi des différents avis au fichier	1271
10.50. Modalités	1271
§ 4. – Durée de conservation des avis	1271
10.51. Conservation de trois ans en principe	1271
§ 5. – Personnes ayant accès au fichier	1271
10.52. Modalités d'accès	1271
§ 6. – Caractère obligatoire de la consultation du fichier	1272
10.53. Consultation et procédures de répartition obligatoires	1272
 CHAPITRE 2 RÈGLES COMMUNES AUX SAISIES CONSERVATOIRES	
10.54. Plan	1273
Section I – Conditions pour former une saisie conservatoire	1273
10.55. Conditions de fond et de forme	1273

§ 1. – Conditions de fond.....	1273
10.56. Principes et plan.....	1273
A. <i>La célérité</i>	1273
10.57. Célérité : notion, preuve et illustrations jurisprudentielles.....	1273
B. <i>Une créance certaine, liquide et exigible</i>	1276
10.58. Conditions de fond.....	1276
10.59. Certitude.....	1277
10.60. Liquidité.....	1278
10.61. Exigibilité.....	1278
§ 2. – Condition de forme : disposer d'un titre.....	1280
10.62. Typologie des titres possibles.....	1280
A. <i>Un jugement émanant d'une juridiction de fond</i>	1280
10.63. La décision de justice et les titres assimilés.....	1280
B. <i>Une autorisation du juge des saisies</i>	1281
10.64. Conditions procédurales d'obtention de l'autorisation du juge des saisies.....	1281
C. <i>Un titre privé</i>	1282
10.65. Exception particulière à la saisie-arrêt conservatoire.....	1282
Section 2 – Forme de la saisie	1282
10.66. Mentions de l'exploit.....	1282
Section 3 – Recours potentiels	1283
10.67. Recours du créancier.....	1283
10.68. Recours du débiteur.....	1283
Section 4 – Effets des saisies conservatoires	1285
10.69. Indisponibilité : traits caractéristiques.....	1285
Section 5 – Le cantonnement sur saisie conservatoire	1287
10.70. Notion et distinctions.....	1287
§ 1. – Cantonnement de l'objet de la saisie.....	1288
10.71. Raison d'être et cas d'application.....	1288
10.72. Extension aux cessions de rémunération et à l'action directe.....	1290
§ 2. – Le cantonnement sur saisie conservatoire.....	1291
10.73. Raison d'être.....	1291
10.74. Mise en œuvre.....	1291
10.75. Montant à consigner et cantonnements par prélèvement ou équivalent.....	1292
10.76. Effets.....	1293
10.77. Les cantonnements particuliers.....	1294

CHAPITRE 3

LES DIFFÉRENTES SAISIES CONSERVATOIRES ET LEURS TRAITS FONDAMENTAUX 1297

Section 1 – La saisie mobilière conservatoire.....	1297
10.78. Dispositions applicables et champ d'application.....	1297
10.79. Formalisme particulier.....	1298
10.80. Effets.....	1298
 Section 2 – La saisie immobilière conservatoire.....	 1299
10.81. Dispositions applicables et champ d'application.....	1299
10.82. Conditions de forme.....	1299
10.83. Durée de la validité de la saisie et de sa transcription.....	1300
10.84. Effet d'indisponibilité.....	1300
 Section 3 – La saisie-gagerie.....	 1301
10.85. Un particularisme peu usité.....	1301
 Section 4 – La saisie-revendication.....	 1301
10.86. Sanction d'un droit réel.....	1301
 Section 5 – La saisie-arrêt conservatoire.....	 1302
10.87. Notion et plan.....	1302
 § 1. – L'objet de la saisie-arrêt.....	 1302
10.88. Créances susceptibles de saisie-arrêt.....	1302
10.89. Seuil d'existence de la créance dans le patrimoine du débiteur saisi.....	1303
 § 2. – Le titre privé.....	 1304
10.90. Notion de titre privé.....	1304
 § 3. – Illégalité (nuancée) des oppositions amiables.....	 1307
10.91. Le principe.....	1307
10.92. Quelle attitude conseiller au destinataire d'une telle opposition ?.....	1308
 § 4. – La forme de la saisie-arrêt conservatoire.....	 1309
10.93. Exploit d'huissier ou notification par greffe.....	1309
10.94. Dénonciation de la saisie au débiteur saisi.....	1309
 § 5. – Les effets de la saisie-arrêt conservatoire.....	 1310
10.95. Obligations du tiers saisi.....	1310
10.96. Sanction de la violation des obligations précitées.....	1311

CHAPITRE 4

RÈGLES COMMUNES AUX VOIES D'EXÉCUTION..... 1315

10.97. Plan..... 1315

Section 1 – Conditions pour former une voie d'exécution..... 1315

10.98. Généralités..... 1315

§ 1. – Une créance rigoureusement certaine, liquide et exigible..... 1316

10.99. Portée d'une appréciation exigeante..... 1316

10.100. Dérogation à la condition d'exigibilité..... 1317

§ 2. – Un titre dont l'actualité exécutoire reste acquise 1317

10.101. Un titre exécutoire actuel..... 1317

Section 2 – Le titre exécutoire judiciaire 1318

10.102. Généralités..... 1318

10.103. Exigences formelles et substantielles..... 1319

10.104. Conséquences d'une réformation du titre judiciaire. 1320

§ 1. – Le préalable de la signification..... 1321

10.105. Principe et exception..... 1321

§ 2. – La décision doit en principe être coulée en force de chose jugée,
sauf exécution provisoire 1321

10.106. Rappel et renvoi..... 1321

10.107. Cantonnement dans le contexte de l'exécution forcée..... 1322

10.108. Inéluctabilité de principe de la force exécutoire de la décision de justice. 1322

Section 3 – L'acte notarié 1323

10.109. Champ d'application de la force exécutoire de l'acte notarié..... 1323

10.110. Conditions. 1324

10.111. Portée exécutoire. 1325

Section 4 – Les titres administratifs exécutoires..... 1325

10.112. Principes. 1325

10.113. Illustrations. 1326

Section 5 – L'exécution doit être en principe précédée d'un commandement..... 1327

10.114. Notion et effets. 1327

Section 6 – Transformation de la saisie conservatoire en saisie exécution..... 1328

10.115. Raison d'être et modalités. 1328

CHAPITRE 5

LES DIFFÉRENTES VOIES D'EXÉCUTION ET LEURS TRAITS FONDAMENTAUX 1331

10.116. Plan.....	1331
Section 1 – La saisie-exécution mobilière	1331
10.117. Généralités.....	1331
10.118. Saisie-brandon.....	1331
10.119. Éléments de procédure.....	1331
10.120. Économie de procédure et collectivisation de la saisie (malheureusement endiguées).....	1332
10.121. Action en distraction.....	1333
Section 2 – La saisie-arrêt exécution	1334
10.122. Généralités.....	1334
10.123. Procédure.....	1335
10.124. Obligations du tiers saisi.....	1335
10.125. Dessaisissement du tiers saisi.....	1336
Section 3 – La saisie-exécution immobilière	1337
10.126. Généralités et plan.....	1337
10.127. Les nullités procédurales.....	1337
10.128. Les voies de recours.....	1338
§ 1. – Les formalités préliminaires.....	1339
10.129. Commandement et trois autres formalités potentielles.....	1339
§ 2. – L'exploit de saisie.....	1340
10.130. Saisie proprement dite.....	1340
§ 3. – La transcription de l'exploit de saisie.....	1340
10.131. Durée et effets de la transcription.....	1340
10.132. (Transcription de) Saisie sur (transcription de) saisie ne vaut.....	1341
§ 4. – La désignation du notaire dans la perspective d'une adjudication publique.....	1342
10.133. Procédure et rôle du juge des saisies.....	1342
§ 5. – La désignation du notaire dans la perspective d'une vente de gré à gré.....	1342
10.134. Une alternative souvent opportune.....	1342
§ 6. – La rédaction du cahier des charges.....	1343
10.135. Contenu du cahier des charges.....	1343
§ 7. – La sommation de prendre connaissance du cahier des charges.....	1343
10.136. Moment, destinataires et effets de la sommation.....	1343
§ 8. – La mention marginale de la sommation de prendre connaissance du cahier des charges.....	1344
10.137. Collectivisation de la poursuite.....	1344
§ 9. – Les mise en vente et adjudication de l'immeuble.....	1344
10.138. Formes et moment.....	1344

§ 10. – La faculté de surenchère.....	1345
10.139. Faculté de surenchère.....	1345
§ 11. – La signification au saisi de l'extrait analytique du procès-verbal d'adjudication	1345
10.140. Effets.....	1345
§ 12. – Les incidents de procédure.....	1345
10.141. En bref.....	1345

CHAPITRE 6

LES PROCÉDURES DE DISTRIBUTION DU PRODUIT DE LA SAISIE.....

10.142. Principes.....	1347
Section 1 – La distribution par contribution.....	1348
10.143. Principes.....	1348
10.144. Brève description de la procédure.....	1348
Section 2 – L'ordre	1349
10.145. Généralités.....	1349
10.146. Importance de la purge.....	1349
10.147. Créanciers associés à la procédure.....	1350
10.148. Brève description de la procédure.....	1350

CHAPITRE 7

LE RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES.....

Section 1 – Notion et objectifs.....	1353
10.149. Introduction.....	1353
10.150. Objectifs.....	1354
Section 2 – Conditions d'application et procédure.....	1354
10.151. Champ d'application.....	1354
10.152. Procédure.....	1355
10.153. Statut du médiateur de dettes.....	1356
10.154. Publicité donnée à la décision d'admissibilité.....	1357
10.155. Déclaration de créance.....	1357
Section 3 – Effets de la décision d'admissibilité.....	1358
10.156. Contours du concours.....	1358
10.157. Pécule de médiation.....	1359
Section 4 – Les plans de règlement collectif de dettes.....	1359
10.158. Présentation des alternatives.....	1359

10.159. Le plan de règlement amiable.....	1359
10.160. Le plan de règlement judiciaire sans remise de dettes en principal.....	1361
10.161. Le plan de règlement judiciaire avec remise de dettes en principal.....	1362
10.162. Le plan de règlement judiciaire avec remise totale des dettes.....	1364
Section 5 – Les recours.....	1365
10.163. Limitation des voies de recours.....	1365
Section 6 – La réalisation d’actifs dans le cadre du règlement collectif de dettes.....	1365
10.164. Principes.....	1365
10.165. Droits indivis dans l’immeuble.....	1366
10.166. Modalités procédurales.....	1366
10.167. Présence du médié à l’acte ?.....	1367
Section 7 – Révocation de la décision d’admissibilité ou du plan de règlement amiable.....	1368
10.168. Causes de révocation.....	1368
10.169. Effets de la révocation.....	1369

TITRE II L’ARBITRAGE ET LA MÉDIATION

Olivier CAPRASSE

CHAPITRE I L’ARBITRAGE.....

Section I – Cadre général.....	1373
§ 1. – Définition.....	1373
11.1. Les types d’arbitrage.....	1373
11.2. Avantages et inconvénients.....	1375
§ 2. – Régime juridique.....	1376
11.3. Normes applicables.....	1376
11.4. Bref historique du droit belge de l’arbitrage.....	1377
11.5. Les raisons de la réforme de 2013.....	1378
11.6. Principaux choix à la base de la réforme de 2013.....	1378
11.7. Entrée en vigueur du régime instauré par la loi du 24 juin 2013.....	1380
§ 3. – Applicabilité de la sixième partie du Code judiciaire.....	1381
11.8. Procédures concernées.....	1381
§ 4. – Compétence des juges belges.....	1382
11.9. Cas d’intervention.....	1382
11.10. Règles de compétence internationale.....	1382
11.11. Règles de compétence territoriale.....	1383

§ 5. – Saisine des tribunaux étatiques.....	1384
11.12. Citation – Requête conjointe – Requête unilatérale.....	1384
§ 6. – Les recours à l'encontre des décisions des juges étatiques.....	1385
11.13. Principe.....	1385
11.14. Variété de situations.....	1385
Section 2 – La convention d'arbitrage.....	1386
§ 1. – Conditions de fond et de forme.....	1386
11.15. Clause compromissoire et compromis.....	1386
11.16. Forme.....	1387
11.17. Arbitrabilité objective.....	1387
11.18. Arbitrabilité subjective.....	1390
11.19. Autonomie de la convention d'arbitrage.....	1390
§ 2. – Effets de la convention d'arbitrage.....	1391
11.20. Effets entre parties : déclinatoire de juridiction.....	1391
11.21. Cas particuliers du référé.....	1391
11.22. Effets à l'égard des tiers.....	1392
Section 3 – Le tribunal arbitral.....	1392
§ 1. – Le statut de l'arbitre.....	1392
11.23. Capacité et incompatibilités.....	1392
11.24. Indépendance et impartialité.....	1393
11.25. Récusation.....	1393
§ 2. – Composition du tribunal.....	1395
11.26. Nombre d'arbitres.....	1395
11.27. Procédure de désignation.....	1395
11.28. Déport de l'arbitre.....	1396
11.29. Fin de la mission d'un arbitre.....	1396
11.30. Remplacement de l'arbitre.....	1397
Section 4 – L'instance arbitrale.....	1397
§ 1. – Principes généraux.....	1397
11.31. Égalité des parties, respect du contradictoire, droits de la défense et loyauté procédurale : les principes contraignants.....	1397
11.32. La liberté des parties.....	1398
§ 2. – Le déroulement de la procédure.....	1398
11.33. Début de la procédure.....	1398
11.34. Communications.....	1398
11.35. Lieu de l'arbitrage.....	1398
11.36. Langue.....	1399
11.37.....	1399
11.38. Audience.....	1400
11.39. Absence de défaut.....	1400
§ 3. – Les prérogatives du tribunal arbitral.....	1401
A. Compétence.....	1401

11.40. Compétence de la compétence.....	1401
11.41. Recours contre les sentences en matière de compétence.....	1401
B. <i>Instruction de la cause</i>	1401
11.42. Mesures d’instruction.....	1401
C. <i>La preuve</i>	1403
11.43. Appréciation des moyens de preuve.....	1403
11.44. Assistance du juge d’appui dans l’obtention des moyens de preuve.....	1403
D. <i>Droit applicable et amiable composition</i>	1404
11.45. Droit applicable.....	1404
11.46. Amiable composition.....	1404
E. <i>Mesures provisoires et conservatoires</i>	1405
11.47. Pouvoirs des arbitres.....	1405
11.48. Force obligatoire et force exécutoire des mesures provisoires et conservatoires.....	1406
F. <i>Astreinte</i>	1409
11.49. Pouvoir du tribunal arbitral d’ordonner une astreinte.....	1409
Section 5 – Sentences arbitrales	1409
11.50. Types de sentences.....	1409
11.51. Élaboration des décisions du tribunal arbitral.....	1411
11.52. Le refus de participation d’un arbitre à l’élaboration de la sentence.....	1412
11.53. Contenu de la sentence.....	1412
11.54. Délais pour rendre la sentence.....	1413
11.55. Communication et dépôt de la sentence.....	1414
11.56. Effets de la sentence.....	1414
11.57. Clôture de la procédure arbitrale et fin de la mission du tribunal arbitral.....	1415
11.58. Rectification – Interprétation – Sentences additionnelles – Incidences en matière de recours.....	1415
Section 6 – Les recours	1418
§ 1. – Les recours possibles.....	1418
11.59. Pas d’opposition.....	1418
11.60. La tierce opposition ?.....	1419
11.61. L’appel s’il est prévu.....	1419
11.62. L’annulation.....	1419
§ 2. – Le recours en annulation.....	1420
11.63. Nature.....	1420
11.64. Nécessité d’une sentence définitive.....	1420
11.65. Hypothèses où la cause d’annulation doit avoir été invoquée au cours de la procédure arbitrale.....	1420
11.66. Délai.....	1421
11.67. Les causes d’annulation.....	1421
11.68. Procédure.....	1423
11.69. Renvoi de la sentence devant le tribunal arbitral.....	1424
11.70. Exclusion du recours en annulation.....	1424

Section 7 – L'exécution des sentences..... 1425
11.71. La nécessité d'un contrôle étatique avant toute exécution forcée..... 1425

CHAPITRE 2
LA MÉDIATION..... 1431

Section 1 – Généralités..... 1431
11.72. Objet du présent chapitre – Première approche de la médiation 1431
11.73. La médiation en matière familiale. 1432
11.74. Le cadre réglementaire..... 1433

Section 2 – Les principes généraux 1434
11.75. « Médiabilité objective »..... 1434
11.76. « Médiabilité subjective »..... 1435
11.77. L'effet d'une clause de médiation..... 1435
11.78. Le droit de se retirer de la médiation. 1436
11.79. La confidentialité..... 1436

Section 3 – Les commissions de médiation 1437
11.80. Les commissions et leur rôle..... 1437

Section 4 – Les médiateurs agréés..... 1438
11.81. Intérêt de recourir à un médiateur agréé..... 1438
11.82. Conditions de l'agrément 1438

Section 5 – La médiation volontaire 1439
11.83. Possibilité de recourir à une médiation volontaire..... 1439
11.84. Effet de mise en demeure et suspension de la prescription..... 1439
11.85. Le protocole de médiation – Contenu et effets..... 1439
11.86. Accord de médiation et homologation. 1440

Section 6 – La médiation judiciaire 1441
11.87. Possibilité d'ordonner une médiation judiciaire. 1441
11.88. Demande de médiation judiciaire par les parties..... 1441
11.89. Décision ordonnant la médiation et suite de la procédure..... 1442
11.90. Accord de médiation et homologation. 1443

Section 7 – L'homologation des accords de médiation..... 1443
11.91. Conditions de l'homologation..... 1443
11.92. Effets de l'homologation..... 1444

Section 8 – Accès à la justice 1445
11.93. L'aide juridique et l'assistance judiciaire..... 1445

Bibliographie..... 1447

Index alphabétique 1459